

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 31 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OI FRANCE SAS**  
2 rue Abbé Delorme  
42340 Veauche

Références : UID4243-EAR-23-265  
Code AIOT : 0006103523

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 2 rue Abbé Delorme 42340 Veauche. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OI FRANCE SAS
- 2 rue Abbé Delorme 42340 Veauche
- Code AIOT : 0006103523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'inspection a permis de faire le point sur l'inspection précédente notamment sur la fiabilisation des autosurveillances et la surveillance des rejets atmosphériques.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets atmosphériques
- visite du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.4	/	Sans objet
5	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.3.1.3	/	Sans objet
6	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1	/	Sans objet
7	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Actualités	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 1.6.1	/	Sans objet
2	MODIFICATIONS	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.6.1	/	Sans objet
4	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection est en attente de la mise en place des nouveaux instruments permettant de mesurer et quantifier les polluants atmosphériques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Actualités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Travaux en cours et projets à venir
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  - Récupération chaleur fatale Un contrat a été passé entre ENGIE et O-I. Pour le site de Veauche, ENGIE a proposé plusieurs solutions dont une consisterait à récupérer les fumées du four 3 (échangeur Air/Eau en sortie de l'EF) et permettrait de remplacer toutes les chaudières actuellement utilisées pour les eaux chaudes sanitaires et le chauffage des locaux. ENGIE a déposé un dossier à l'ADEME. Ce sujet est traité au niveau du groupe O-I. Plusieurs sites sont concernés.  - Problème de livraison de NH3 Aucun problème de livraison n'a finalement été observé. O-I a cependant diversifié ses fournisseurs.  - Reconstruction du four 4 : l'objectif est une refonte complète du four afin de limiter les consommations énergétiques du site. 3 technologies de four sont possibles : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % électrique,</li><li>• hybride (60 % électrique et 40 % oxycombustion),</li><li>• ou hybride (60 % électrique et 40 % gaz).</li></ul> Une étude est en cours. O-I a pris contact avec ENEDIS car l'augmentation du besoin en puissance électrique implique de tirer une nouvelle ligne. Ces travaux nécessitent 18 mois. Le chantier de refonte complète du four 4 est programmé pour septembre 2025 (durée de 3 mois) ;  - Contrat TOTAL sur la livraison de FOL : le fournisseur a indiqué que ce contrat s'arrêterait au 1er janvier 2025. O-I a la possibilité de passer provisoirement par un fournisseur Belge mais en tout état de cause, à terme, le FOL ne pourra plus être utilisé sur le site. Passage en FOD à prévoir avec adaptation du process nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : MODIFICATIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.
<b>Constats :</b> - Travaux de l'entrée Sécurisation de l'entrée du site mis en place depuis début juin avec suppression du poste de garde au courant juillet. POI : le poste de garde étant supprimée, il convient donc de mettre à jour le POI (en cours selon l'exploitant). La mise à jour est à transmettre à la DREAL avant le 31/12/2023. Le Numéro d'astreinte (responsables de brigade) a été transmis au SDIS. Une mise à jour du plan ETARE est prévue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Délai :</b> 31/12/2023.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, INDISPONIBILITÉ DES UNITÉS DE TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>En complément à l'article 3.1.1, si une indisponibilité des unités de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article R 512-69 du code de l'environnement. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Quand un arrêt de l'électrofiltre est programmé, une information préalable à l'inspection est faite, par mail.</p> <p>Après l'arrêt, une estimation de la pollution rejetée doit être communiquée à l'inspection et prise en compte lors de la déclaration annuelle GEREP.</p> <p>Quand un arrêt de l'électrofiltre survient de manière imprévue, la durée est consignée dans un registre papier tenu par les opérateurs "fusion". Cette durée d'indisponibilité est reprise dans les tableaux d'autosurveillances envoyées à l'inspection.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>O-I doit mettre en place un suivi formalisé et automatisé des périodes d'indisponibilité de ses installations de traitement. Ces périodes d'arrêt seront confirmées par l'enregistrement des paramètres de suivi de ces installations (ex, T°C de l'électrofiltre, taux d'injection du NH3).</p> <p>L'exploitant propose d'incrémenter les heures d'indisponibilités de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la DéNOX sur le fonctionnement des pompes d'injection d'ammoniac,</li> <li>- l'électro filtre sur le fonctionnement des champs électromagnétiques,</li> <li>- l'injection de chaux sur le fonctionnement des moteurs d'injection.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale
<p><b>Délai :</b> Pour ce développement , l'exploitant demande un délai jusqu'au 30 août 2024.</p> <p>Durant cette période, l'exploitant tiendra à jour un registre sur les temps d'indisponibilité de ces 3 systèmes de traitement des fumées.</p>

#### N° 4 : BRUIT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de Bruit suite aux modifications sur site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10.2.4.1. Mesures périodiques Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 5 ans par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Des mesures de bruit ont été réalisées couramment mars 2023 et le rapport a été reçu le 6/04/2023 par mail. Au vu des résultats , l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure n° 82DDPP17-EAR du 16 février 2017 relatif aux émissions sonores est levé (Période longue de mise en conformité car les travaux d'aménagement étaient liés à la réfection du four, puis à la mise en place de la DéNOx).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Article 10.2.1.3. Méthodes de mesure, prélèvement et analyse</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence sont indiquées à l'article 10.2.1.1. Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre d'obtenir une valeur représentative de l'évolution du paramètre.</p> <p>Pour les effluents des fours à régénérateurs, le taux d'oxygène retenu dans les phases d'extinction de flamme est celui qui est moyenné uniquement sur la période de combustion. Pour le suivi métrologique quotidien des mesures des rejets gazeux, les teneurs des gaz étalons et les gammes des appareils de 46/55 mesure doivent être adaptées aux valeurs à mesurer dans les fumées. Il s'agira d'étalons certifiés, lorsqu'ils existent, avec une précision inférieure ou égale à 3 % et de l'ordre de grandeur de la valeur attendue. Les instruments de mesure des concentrations d'oxydes de soufre, d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, de poussières et d'oxygène font l'objet, au moins une fois par an, d'un calibrage, au moyen de mesures effectuées en parallèle avec les méthodes de référence normalisées en vigueur (ou au moyen de toutes autres méthodes de calibrage équivalentes).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un constat de calibration réalisé le 5 juin 2023 pour les 2 fours.</p> <p>Les cellules de SO2 ont dû être étalonnées.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant réalise des QAL 2. Il doit cependant mettre en place des actions correctives suite aux conclusions du rapport et en informer l'inspection.</p> <p>Une procédure de QAL 3 doit être formalisée par l'exploitant et envoyée à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale
<b>Délais de transmission du document :</b> 31/12/2023



**N° 6 : AIR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, auto surveillances des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Débit : en continu*
<b>Constats :</b> Des débitmètres ont été installés sur chaque cheminées le 21 juillet 2023 accompagnés d'un système de décolmatage à air comprimé.
<b>Observations :</b> Une analyse réalisée par un laboratoire agréé devra être réalisée pour garantir la fiabilité des mesures. Un étalonnage des débitmètres sera réalisé au besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale
<b>Délai :</b> 30/10/2023

**N° 7 : AIR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les mesures annuelles sont réalisées alternativement entre conduit n° 1 et n° 2 suivant les normes précisées ci-dessous afin de confirmer la pertinence des mesures en continu et des estimations d'émissions dans l'air des polluants.
<b>Constats :</b> AST réalisées sur les baies d'analyse en juin 2023. Seule la baie du F3 est conforme, la baie F4 nécessite une mise en conformité. L'inspection a par ailleurs montré que cette baie était plus exposée à la chaleur et à la poussière produite par le F4 (contrairement à la baie du four 3 qui dispose de son propre local hermétique et climatisé). Toutes les mesures sont actuellement basculées sur la baie du four 3 (pas de secours possible avec la baie du F4).
<b>Observations :</b> Les 2 baies doivent être opérationnelles et l'une doit être le secours de l'autre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale
<b>Délai :</b> 31/12/2023